

## Editorial

LA  
RENTREE  
DES  
LUTTES

Octobre 87 : Une rentrée qui s'effectue dans des conditions difficiles.

A Censier : 80 places sont acquises en licence de Cinéma.

A Nice : la session de Septembre est maintenue en fac de Sciences.

A Tolbiac (Paris II) : les capacités en Droit refusent le paiement de droits supplémentaires d'une association privée.

A Aix : l'UFR Sciences Eco exige le remboursement des 500 francs de droits supplémentaires.

A Saint-Etienne : Première grève en Arts Plastiques et Anglais.

A Nancy : Premières AG contre les conditions d'études à l'Université.

Devant cette situation, l'UNEF appelle à une journée nationale le 5 novembre 1987.

5 Novembre 87 : 700 étudiants manifestent à Montpellier.

6 Novembre 87 : Appel de 3 universités : Censier, Nancy II et Saint-Etienne contre les conditions de vie et d'études actuelles, pour le réengagement financier de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur.

14 Novembre 87 : Premier Comité de Liaison National réunissant 37 centres universitaires. Décision d'une manifestation contre le budget le 26 Novembre.

26 Novembre 87 : Plus de 75.000 étudiants et lycéens manifestent dans plus de 30 villes.

Lyon II est en grève.

Le second Comité National de Liaison, à l'appel de 42 facs, décide la continuation du mouvement avec les journées des 29, 30 novembre et 5 décembre.

29 Novembre 87 : 85.000 manifestants contre le racisme à Paris.

30 Novembre 87 : Montpellier, Rennes II, Rouen et Marseille votent la grève.

3 Décembre 87 : Manifestation nationale contre l'asphyxie budgétaire.

Réunion du Comité National de Liaison.



Il y a un an... le 4 décembre 86

## BUDGET : L'ASPHYXIE

Les événements de ces dernières semaines mettent en lumière la situation lamentable de nos universités. Xavier Aknine, président de l'UNEF, analyse la période actuelle et les perspectives nouvelles de luttes et de victoires ouvertes par le rassemblement des étudiants.

Il y a tout juste un an, la grande masse des étudiants descendait dans la rue pour exiger le retrait du projet Devaquet, rejetant ainsi la sélection et la loi du fric à l'Université.

Renversé par la merée jeune, Devaquet a dû démissionner et son projet a été mis au panier.

Pourtant la situation continue à se dégrader dans les universités et, chez les étudiants, le mécontentement voire l'exaspération s'exprime à nouveau.

Cela mérite de s'arrêter un instant pour faire le point de tout ce qui s'est passé depuis un an à l'Université.

tests d'évaluation, refus des bacs antérieurs et hors académie), le tout conduisant à une sélection forcée à l'entrée de certaines facs.

- Septembre 1987 : - réduction du nombre de postes en 2<sup>e</sup> année de médecine sans aucune concertation avec les étudiants au moment où le nombre de médecins formés couvre à peine les départs à la retraite ;
- suppression du stage pédagogique des étudiants en 4<sup>e</sup> année d'UEEPS ;
- projet de décret pour la création d'un institut privé de droit et de gestion à Paris I et à Nantes ;
- projet de décret instaurant un corps d'enseignants vacataires et précaires pris parmi les étudiants de 3<sup>e</sup> cycle pour encadrer les TD ;
- droits d'inscription supplémentaires baptisés « frais administratifs » ou de « correspondance » (allant de 20 à 500 francs) réclamés par de nombreuses universités.

- Octobre 1987 : rentrée désastreuse où se cotient les étudiants qui prennent leurs cours dans le couloir, faute d'avoir pu entrer dans la salle de TD, ceux qui sont assis par terre faute de chaises, ceux à qui on refuse une bourse parce qu'ils sont redoublants, ceux qui se retrouvent exclus d'une licence parce qu'ils sont hors quotas, ceux qui souffrent de la suppression du contrôle continu dans telle ou telle matière ou de la fermeture de la bibliothèque de leur UFR faute de personnels, et ceux qui couchent à la gare ou qui squattent chez un copain parce que le CROUS leur a refusé une chambre en cité U cette année.

- Non, ce ne sont pas des cas isolés, malchanceux, ni des exceptions qui confirmeraient la règle.

- La règle : il suffit de regarder autour de soi pour la comprendre : c'est la délabrement des locaux, la vétusté, bref la pénurie,

## I - La situation des étudiants et des universités est intolérable

## La politique gouvernementale au travers des faits

Après le puissant mouvement de novembre-décembre, un immense espoir s'emplit de tous les étudiants : celui d'une transformation radicale de l'université dans le sens de la satisfaction des revendications exprimées, durant le mouvement.

- ouvrir l'Enseignement supérieur au plus grand nombre, en particulier aux jeunes issus des couches sociales modestes ;
- stopper toute discrimination entre étudiants français et étrangers ;
- inscrire tous les bacheliers dans la filière et la faculté de leur choix.

Tout cela redevenait possible après la démonstration de force faite par les étudiants. Pourtant, très vite, les dures réalités se chargèrent de les rappeler à l'ordre.

En étranglant financièrement les universités, en s'appuyant sur les mandarins sociaux et partiellement sur les grévistes de novembre-décem-

bre, le gouvernement a tenté de nous familiariser avec la sélection : histoire de préparer le terrain, comme on dit !

Depuis, c'est à un véritable déferlement de mesures auquel nous assistons.

## Un déferlement de mesures sélectives

- 5 mars 1987 : décret Valéon sur les CROUS, autorisant les contrats avec le privé.
- Avril 1987 : circulaire Philip, réduisant les critères d'attribution des bourses.
- Mai 1987 : projet de réforme du 3<sup>e</sup> cycle d'études médicales (dite loi Barzach-Valade), instaurant deux catégories d'étudiants en médecine. Ce projet a été voté à l'Assemblée nationale au mépris de la grève des carabins qui aura pourtant duré deux mois.
- Juillet 1987 : mise en place de dispositifs dissuasifs et sélectifs lors de l'inscription des bacheliers (système Ravel,

unef

52, rue E. Païfferson  
75019 Paris  
Tél. : 42-45-84-84  
Minitel 3615 UNEF



## II - Monory propose un budget de pénurie

Le budget de l'Enseignement supérieur prévu pour 1988 c'est 22.865.000.000 F, soit une augmentation de 5,3 % par rapport à 1987.

Mais au regard de l'inflation, c'est un budget qui stagne globalement. En ce qui concerne la répartition des crédits, ce budget prévoit :

- moins de créations de postes d'enseignants qu'en 1987 (417 contre 570 en 1987 et 1.000 en 1986) ;
- 217 suppressions de postes de personnels ATOS ;
- une baisse de 24.400.000 F de la subvention allouée aux œuvres universitaires et scolaires ;
- une augmentation de 60 %, en deux ans, des subventions accordées à l'Enseignement supérieur privé (passant de 59,7 millions de francs à 94,7 millions) ;
- 131 suppressions de postes de bibliothécaires contre 120 créations d'emplois.

En ce qui concerne la recherche universitaire, le budget recherche augmente de 1,9 %, ce qui signifie une baisse en francs constants, d'où une plus grande dépendance des chercheurs universitaires, des laboratoires et entreprises privées pour le financement de leurs travaux.

### Quelques chiffres encore...

• Taux d'encadrement : la France compte 1 enseignant pour 23 étudiants contre 1 pour 14 aux Etats-Unis, 1 pour 17 au Japon, 1 pour 9 en RFA.

• Un étudiant en France coûte, en moyenne, moins cher qu'un élève du secondaire.

Manque d'enseignants et de personnels, locaux insuffisants et en ruine, TD et amphithéâtres surchargés ou absents, aucun établissement n'est épargné.

### Cette situation est la conséquence directe du désengagement financier de l'Etat.

• Aujourd'hui, le budget de l'Enseignement supérieur représente 0,43 % du produit intérieur brut (PIB), chiffre à confronter aux 7 % du PIB consacrés aux dépenses militaires.

Seuls le Luxembourg et l'Espagne, au sein des pays industrialisés consacrent un pourcentage du PIB inférieur à celui de la France. La France arrive juste derrière le Portugal et l'Italie, elle se trouve ainsi à la queue des pays européens.

## III - Des luttes pour se défendre et gagner

Les murs de nos facs se fissurent : chaque jour, elles se clochardisent un peu plus. Pas étonnant que dans ces conditions, les étudiants expriment haut et fort leur mécontentement !

### Du fric pour nos facs

Depuis le début de l'année, des luttes se développent un peu partout en France sur le thème : « Vite, sortons l'université du marasme. Qu'on lui accorde les moyens de vivre et de se développer ».

Cela a commencé à Aix avec la lutte des étudiants pour le remboursement des 500 F de droits supplémentaires en Sciences-Eco, à Saint-Etienne en Anglais pour l'inscription de tous les étudiants en TD, à Censier pour que tous puissent s'inscrire en licence de Cinéma.

Petit à petit, au rythme des luttes et des succès déjà remportés, le mouvement a fait tâche d'huile.

Depuis, il ne cesse de grandir. Son contenu et ses objectifs sont clairs : chacun (e) vit les difficultés à différents niveaux dans sa fac mais partout, ce qui bloque, c'est le manque de fric.

Un responsable : l'Etat qui accorde de moins en moins de crédits aux universités.

Un danger : le budget 88 qui va aggraver encore la situation et que s'approprient à voter les députés.

Une solution : le réengagement financier de l'Etat.

Un moyen : donner plus d'ampleur au mouvement étudiant en cours pour obtenir un budget à la hausse.

### La mobilisation s'élargit pour la hausse du budget

C'est pour cela que les facs de Censier (Paris III), Saint-Etienne et Nancy II ont lancé un appel aux étudiants de France début novembre.

C'est ce mouvement-là qui a conduit à la tenue d'assemblées générales dans presque toutes les facs et ce que le Comité national de liaison des facs, issu des AG, appelle à une journée nationale de manifestations contre le budget 1988, le 26 novembre. Ce jour-là, plus de 75.000 étudiants et lycéens sont descendus dans la rue partout en France.

Certes, les étudiants se sont vite trouvés submergés par la masse des lycéens plus nombreux et plus offensifs.

Mais le vent de la lutte a encore soufflé sur nos campus et même s'il n'a pas la force d'il y a un an, c'est lui qui nous ouvre la voie pour « que ça change un jour à la fac ».

Certes, il n'y a pas de projet Devaquet pour cristalliser le mécontentement, mais il y a ce sentiment de se faire avoir depuis un an, de voir se constituer lentement mais sûrement ce puzzle infernal d'une université impitoyablement sélective.

Il y a ce ras-le-bol de voir que nos conditions d'études se dégradent de jour en jour.

Le 26 novembre a été une première étape.

Des milliers d'étudiants ont compris que pour aller vers les 2 millions d'étudiants, il faut autre chose que les promesses de Monory.

Il faut des moyens, il faut des sous ! Et du fric, il y en a : la preuve : tous ces milliards engloutis dans le surarmement.

## IV - L'état d'urgence à l'université

### Oui, il y a urgence :

Le gouvernement veut faire voter au plus vite son budget de misère parce qu'il entend poursuivre sa politique élitiste. Pour ne former que les meilleurs, pas besoin d'augmenter le budget global des universités, autant même dégoûter les « moins bons » de suivre des études supérieures en leur rendant la vie impossible.

C'est cela la loi du fric, la loi des gagnants. C'est le projet Devaquet par petits bouts. Et, si vous n'avez pas compris, la commission des 69 sages nommés par Valade, vous l'expliquera d'ici peu quand elle rendra public son rapport sur l'enseignement supérieur.

### 1992 approche

Si l'on n'y prend garde, l'acte unique européen consacra la soumission de nos formations aux exigences des multinationales. J. Lessaure, l'un des 69 sages l'a dit : « Il faut

constituer d'ici peu un fond de diplômés de l'enseignement supérieur mobiles à l'intérieur de la CEE », dans lequel le patronat pourrait puiser à sa guise.

L'Europe, c'est le prétexte pour accablér tous les mauvais coups portés à notre droit aux études.

— Dans cette situation, l'UNEF appelle à une riposte MASSIVE et DETERMINEE.

L'UNEF a donc tout naturellement soutenu la manifestation du 16 novembre et répondu par la négative à la demande de l'UNEF-ID qui nous invitait à l'annuler ; comme si l'UNEF pouvait annuler une décision prise dans des dizaines d'AG. Cela n'est pas notre conception de la démocratie ni de l'indépendance.

— L'UNEF appelle à l'unité dans l'action de tous les étudiants pas à des accords au sommet entre organisations qui dicteraient ce qu'ils ont à faire aux étudiants.

— Le 29 novembre, l'UNEF était dans la rue aux côtés de ceux qui lutent quotidiennement contre le racisme et la xénophobie.

### Nous n'avons rien oublié

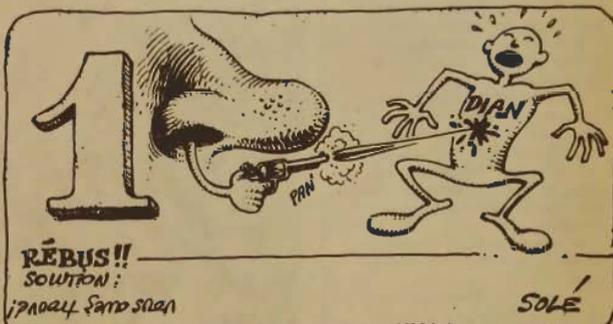
C'est donc tout naturellement que l'UNEF a signé l'appel du comité des familles des victimes de décembre 1986 pour la manifestation du 5 décembre à Paris.

Malik, nous n'avons pas oublié. Les responsables des violences policières agissent toujours à leur guise ; c'est inadmissible. Les conclusions des commissions d'enquête sont proprement scandaleuses.

Il y a bien besoin qu'on se remobilise tous ensemble, pas pour marquer le coup mais pour inscrire notre action dans la durée, c'est la seule manière, bien au-delà du 5 décembre, pour prouver en permanence au gouvernement (quel qu'il soit) qu'on ne transige pas avec la loi du nombre et de la détermination.

La liberté d'expression, le droit de manifester, ça ne se discute pas ; ça se DÉFEND chaque fois qu'il est menacé.

Un an après le mouvement de l'hiver 1986, il y a bien besoin qu'on se remobilise tous ensemble, pas pour marquer le coup mais pour inscrire notre action dans la durée, c'est la seule manière, bien au-delà du 5 décembre, pour prouver en permanence au gouvernement (quel qu'il soit) qu'on ne transige pas avec la loi du nombre et de la détermination.



## V - La force de l'unité et du rassemblement

La loi du nombre, a eu raison de Devaquet. Réunir des AG, élire un comité de luttes, réunir toutes nos forces par des coordinations nationales, c'est devenu une référence historique. Le mouvement étudiant n'est pas manipulable.

### Les Comités de luttes

Les AG et les comités de luttes, d'actions ou de vigilance sont nécessaires pour rassembler tous les étudiants mécontents et tous ceux et celles qui veulent agir pour améliorer leurs conditions de vie et d'études.

Décider de l'action tous ensemble et sans considérations partisans, partout ou notre droit aux études est attaqué, nous avons prouvé que c'était possible et efficace.

Trouver les formes d'action et d'intervention les plus larges, c'est l'objectif de l'UNEF, parce que c'est le plus efficace pour imposer un rapport de force partout et pour la satisfaction de nos revendications.

Nous voulons étudier !

### Non à la récupération

Bien sûr, le syndicat n'a pas vocation à diriger le mouvement par le bout du nez. Ce serait naïf et inefficace. Nous n'avons pas de leçons à donner.

En revanche, dans l'unité, le syndicat a tout son rôle à jouer pour rendre plus fort le mouvement et contribuer à la réflexion sur les perspectives.

Pour cela, le syndicat doit se renforcer, nombreux, nous devons prendre la décision de nous syndiquer.

A l'université, il n'y a pas de syndicat « d'étite », de « minorité agissante ».

### Les structures de l'université sont inadaptées aux exigences d'aujourd'hui, de la démocratie.

Le constat que nous avons pu faire, au lendemain des élections universitaires et au CROUS était, qu'au-delà de la baisse du nombre de voix rassemblées sur nos listes, les structures des élections, des conseils étaient inadaptées aux nouvelles exigences de démocratie des étudiants.

A quoi cela sert-il de voter pour une liste d'étudiants que l'on connaît peu, qui ne disposent pas de réels pouvoirs dans les conseils, qui ne se donnent même pas la peine de rendre compte de leur mandat en AG ou en amphithéâtre.

A rien...

### C'est le sens de l'appel que nous lançons !

Des élus, c'est pourtant utile. C'est un moyen d'agir sur la gestion de l'UFR (ou UER), de l'université.

De mettre en place des commissions d'exonération des droits d'inscription, de se défendre.

Et cela, pour peu qu'ils soient représentatifs : les élus étudiants doivent être ceux de

MINITEL

36-15 TAPEZ « UNEF »

l'amphi, de la fac avant d'être ceux d'une quelconque organisation.

C'est dans l'amphi que les listes se constituent, sur un mandat clair. C'est à lui que les élus ont des comptes à rendre.

Les élus sont un moyen, à tout moment de faire entendre nos revendications, de faire progresser nos luttes, d'animer la fac. Le soutien de l'UNEF à ces listes et le contenu du mandat des élus doit faire l'objet d'un débat.

C'est bel et bien du rassemblement de tous que dépend leur efficacité dans les conseils.

La participation aux élections doit être massive, c'est la condition de l'efficacité des élus étudiants.

La délégation du pouvoir, en revanche, n'a pas pour seul effet de faire laisser la participation jusqu'à un niveau dramatique, elle ôte toute efficacité aux élus.

**C'est pour cela que nous vous appelons à voter pour les candidats et les listes soutenues par l'UNEF.**

### Renforcer l'UNEF

La raison d'être de l'UNEF : Défendre notre droit à étudier, contre la sélection arbitraire, sociale. Défendre nos droits à une formation de qualité.

Nous voulons que ça change à l'Université, nous voulons la transformer.

Nous sommes aux côtés des comités de lutte, des comités d'action, parce qu'ils sont le moyen le plus efficace de nous battre tous ensemble. Parce qu'ils s'appuient sur des formes d'organisation qui ont permis de gagner l'an dernier. Parce que nous pouvons tous nous retrouver sur des objectifs précis. Exiger un autre budget comme nous avons rejeté Devaquet.

Changer l'Université aujourd'hui c'est tout cela et c'est possible.

C'est pour cela qu'il faut renforcer l'UNEF.

Pour que rien ne nous arrête.

Pour ne pas perdre de vue que c'est le droit aux études pour tous qu'il faut gagner.

Tous les jours on a besoin d'être ensemble et d'être forts. Les associations d'UFR ou d'UER qui forment l'UNEF sont à construire, à reconstruire toujours par les étudiants.

Pour adhérer à une association de l'UNEF, pas d'étiquetage de droite ou de gauche, mais la volonté de ne pas se faire avoir !

# Bourses et allocation d'études en débat

La situation économique des étudiants est, par définition, précaire. Le coût des études, élevé, ne permet pas à tous de bénéficier d'une aide familiale suffisante.

La proportion des filles et fils d'ouvriers est aujourd'hui de 8 % seulement. D'autre part, comme beaucoup de jeunes, nous aspirons à mener une vie indépendante.

La très grande majorité des enfants de cadres moyens et supérieurs poursuivent des études. Par conséquent, l'augmentation du nombre d'étudiants passe par l'accès à l'Université des enfants de familles « modestes », le manque d'argent est l'obstacle à leur entrée, l'une des principales raisons de l'échec et de l'abandon.

La sélection est avant tout sociale.

## Nous voulons l'accès égal pour tous à l'Université.

C'est pourquoi l'aide sociale doit être renforcée.

Pour remédier à la situation économique désastreuse ou à l'exclusion de nombreux étudiants, il importe :

- de revaloriser le montant des bourses ;
- d'augmenter le nombre de bourses ;
- d'obtenir la mensualisation.

La proposition de l'allocation d'études égale pour tous est actuellement en débat

dans le mouvement étudiant, c'est notamment une proposition de l'UNEF-ID.

L'idée de ce « pré-salaire étudiant » reçoit un certain écho.

Calculé à partir d'enquêtes sérieuses et exhaustives sur les besoins des étudiants, il permettrait d'assurer à chacun un minimum vital.

Aujourd'hui, nous revendiquons un meilleur budget pour l'Enseignement supérieur, nous affirmons le devoir de l'État d'assurer un service public d'enseignement supérieur, libre, gratuit et laïc.

En aucun cas, l'État ne serait déchargé de cette responsabilité par l'attribution d'une allocation d'études à tous.

## Ce sont donc bien les plus défavorisés des étudiants qui doivent bénéficier d'une aide financière de l'État. Et non tous.

Cela d'autant plus que, dans la situation actuelle de pénurie, attribuer une même somme à tous modifierait un peu le niveau de vie moyen sans diminuer en rien les inégalités sociales.

**Cela ne serait pas de nature à faire reculer la sélection. L'UNEF s'oppose donc à l'allocation d'études égale pour tous.**



# LA SANTE C'EST QUAND ÇA BOUGE !

La santé est un besoin important, très atteint par la crise. Cela peut avoir des conséquences importantes sur le déroulement de nos études.

Le coût des soins est très élevé : une journée à l'hôpital = environ 2.000 F, la moindre ordonnance environ 100 F. Le remboursement ou le prix en charge sont assurés à deux niveaux :

— **Le régime obligatoire** : c'est pour nous la Sécurité sociale étudiante. Le ministre Chevènement a supprimé sa subvention de 306 millions. Elle n'a pas été rétablie depuis.

La Sécurité sociale devrait assurer le remboursement des dépenses de santé obligatoires.

— **Le régime complémentaire** : il doit théoriquement permettre le remboursement de toutes les dépenses de santé souhaitables pour le bien-être des étudiants.

La MNEF a été créée, à l'initiative de l'UNEF, pour assurer ces remboursements, sur la base d'une cotisation unique et modique assurant l'égalité devant la santé, quelles que soient les ressources familiales des étudiants.

## Nous ne pouvons pas nous satisfaire du visage actuel du mutualisme

● Les cotisations à plusieurs vitesses (de 65 F à 950 F) instaurent une inégalité sans l'accès aux soins.

● Nous ne pouvons pas nous satisfaire de la démutualisation massive des étudiants.

● Le paysage mutualiste étudiant est couvert par différentes mutuelles :

- La MNEF.
- Les SMER assurances privées créées par les banques.
- La MNJ créée récemment par les mutuelles de travailleurs.

Nous ne pouvons pas nous satisfaire du manque de démocratie qui existe dans les mutuelles.

Si le fait est naturel pour les SMER (SME-REP, MEP, SMESO), qui n'ont pas vocation à être gérés par les étudiants ; ceci n'est pas acceptable par la MNEF, mutuelle étudiante.

Les mutuelles ne répondent pas aux besoins et aux exigences des étudiants et

Nous pouvons tous dire que l'anxiété principal est le réengagement de l'État dans nos formations.

Le système éducatif n'est pas un marché, il s'agit de refuser une situation où, sous prétexte d'assurer l'indépendance financière de tous les étudiants par l'allocation d'études, on aboutirait à ce que l'État n'ait plus à se préoccuper de nos formations, de nos conditions de vie.

Certains pourraient alors tout juste payer leurs frais d'inscription, des loyers et des repas rumeux. D'autres, n'ayant que faire de 1.000 ou 2000 F supplémentaires, sauf acheter une nouvelle voiture ou suivre des cours privés supplémentaires.

Il importe d'approfondir le débat, sans prendre parti pour des « solutions miracles », qui risqueraient de se révéler démagogiques.

Attachons-nous à obtenir le réengagement de l'État :

- revalorisation des bourses ;
- subvention de la Sécurité sociale étudiante ;
- blocage des droits d'inscription ;
- amélioration de la qualité des resto-U et blocage du prix du ticket.

Réfléchissons dès maintenant à une amélioration de l'aide financière aux étudiants en tenant compte de la nécessité d'émancipation des jeunes que nous sommes.

De plus, le maintien des bourses pour les redoublants, la suppression du critère de réussite — car est-il juste que seuls les étudiants de familles aisées puissent « se payer » un échec aux examens —, sont à notre portée.

Le rassemblement de tous est nécessaire pour aboutir.

L'aide sociale n'est pas une aumône, c'est une question de justice, un moyen efficace de battre la sélection.

matière de santé.

C'est l'activité des mutualistes qui seule permettra de faire bouger les mutuelles et d'obtenir par exemple :

- Des cotisations uniques, accessibles à tous, mensualisées.
- La prise en charge des cotisations des boursiers par l'État.
- Le retrait des mesures Séguin sur la santé.
- Le renforcement de la prévention (médecine préventive universitaire).
- La non-commercialisation des services de santé.

C'est pourquoi, en réaction, nous appelons tous les étudiants quelle que soit leur mutuelle, ainsi que ceux qui n'ont pas pu y avoir accès, pour des raisons financières notamment, à se rassembler pour débattre de nos besoins, pour lutter afin d'obtenir une vie mutualiste étudiante, correspondant à nos aspirations et nos revendications.

Pour notre part nous réaffirmons :

Le mutualisme, acte de solidarité sur une base volontaire, exige la démocratie :

— Participation effective de tous (il est nécessaire d'en créer les conditions) aux choix et décisions de la mutuelle.

Cela passe notamment par un contrôle réel par les adhérents des activités des dirigeants de la mutuelle.

C'est cet esprit qui avait prévalu à la création de la Mutuelle nationale des étudiants de France à laquelle l'UNEF a largement contribué.

De nouveau, seule l'action, le rassemblement de tous, université par université, comme au plan national peut nous permettre de rétablir les principes fondamentaux et originaux du fonctionnement et de l'orientation de celle-ci. Pour son efficacité, cette action doit inclure la bataille pour la défense et le développement de la Sécurité sociale étudiante.

L'UNEF dont l'objectif est d'aider au rassemblement et à l'action la plus large des étudiants pour changer leur condition de vie et d'étude, quelles que soient par ailleurs leurs diverses positions, appelle à la lutte (sous n'importe quelles formes) des étudiants, mutualistes, ou non, dans toutes les universités, afin qu'ensemble nous gagnions une Mutuelle nationale des étudiants de France correspondant aux besoins d'aujourd'hui.



La lutte des étudiants en médecine

## Centre National de Documentation de l'UNEF

52, rue Edouard-Pailleron  
75019 PARIS

unef

- Le guide de l'étudiant ;
- Buggé 88 : Analyse et propositions disponibles sur simple demande des dernières publications de l'UNEF

# 1992 diplôme Erasmus à l'Université

## Ce n'est pas l'Europe que nous voulons

Pour 10 % des étudiants, un diplôme européen, de « qualité », d'« élite ». En luttant contre le projet Devaquet, nous luttons contre l'élitisme, la sélection, la privatisation.

En luttant contre le projet Devaquet, nous brisons la pièce maîtresse de l'intégration européenne en matière d'enseignement supérieur.

Elitisme, sélection, privatisation étaient les trois mots clés du projet Devaquet. Ils sont aujourd'hui les trois créneaux du projet Erasmus.

Les promoteurs du projet Devaquet obéissent en effet à une logique de reconstruction globale de la société. Quoi de plus normal qu'une nouvelle riposte, que des mesures allant dans le même sens après le puissant frein que constituèrent les centaines de milliers d'étudiants de l'automne 1986.

Le projet Erasmus n'est rien d'autre que la dimension européenne du projet Devaquet. La simultanéité des mouvements étudiants dans le monde fin 1986 début 1987 n'est pas un hasard. Partout les attaques à nos conditions de vie et d'études obéissent à la même logique, même s'elles étaient situées dans des contextes différents. Tout faire pour « harmoniser les diplômes et les cursus universitaires », tout faire pour construire l'Europe. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le projet Erasmus c'est l'ex-

pression française des mesures d'intégration dans l'Europe de 1992. Comme en son temps le programme agricole fut un moyen de la construction de la CEE (et l'on peut juger des conséquences) le programme universitaire est un des piliers de l'Europe de 1992.

Moyen de construire l'Europe, mais quelle Europe ?

Un simple petit tour des faits montre l'actualité et la dimension du problème. Des attaques continues, un état lamentable, des amphithéâtres surchargés, des locaux insalubres... Lutter contre la fermeture des bibliothèques, comme à Jussieu ; lutter contre la création d'antennes universitaires délocalisées, comme à Saint-Brieuc ; lutter contre la mise en place de la sélection à l'entrée de l'Université, comme le système Ravel d'inscription par Minitel ; exiger un autre budget. C'est autant de moyens et de formes d'action contre une politique de sélection, d'élitisme, de privatisation.

C'est autant de moyens et de formes d'actions contre la logique du projet Devaquet, contre la logique du projet Erasmus.

Erasmus, c'est la mobilité des étudiants, l'éclatement des universités, la création de pôles d'excellence, c'est la vision d'une coopération élargie à la seule CEE, à l'Europe des Douze.

Toutes les luttes que nous menons au niveau de nos amphithéâtres et de nos facs, de nos Crous, la lutte nationale que nous menons sur le budget sont aussi des bâtons dans les roues au projet ministériel de l'Europe de la sélection.

# Interview du mouvement Zéro

## ZÉRO ARME NUCLEAIRE EN L'AN 2000.

C'est l'objectif du mouvement Zéro et de ses animateurs, dont Arielle Denis, musicienne et journaliste.

Campus a voulu rencontrer ce mouvement dans les buts duquel nous nous retrouvons, et dans lequel beaucoup d'entre nous peuvent se rassembler pour faire de l'Université le lieu naturel du pacifisme, contre les armes nucléaires et l'effroyable gaspillage de la loi de programmation militaire.

**Campus.** — Qu'est-ce que le mouvement Zéro ?

**Arielle Denis.** — C'est le mouvement des jeunes qui se battent pour la paix et le désarmement, mouvement totalement indépendant, fait par les jeunes, pour les jeunes.

Le mouvement est né le 9 juin 1987, quinze jeunes de toutes professions ou activités : lycéens, objecteurs, fonctionnaires, travailleurs, artistes, chômeurs... se sont réunis pour lancer un appel à la jeunesse. En effet, la France venait de procéder au cinquième essai nucléaire de l'année et de voter 474 milliards supplémentaires au budget militaire.

**Campus.** — Pourquoi un mouvement pour faire la paix ?

**Arielle Denis.** — Chacun peut se battre pour la paix, mais isolé c'est plus dur ! Aujourd'hui, il s'agit de se faire entendre, la paix est à gagner, à construire, la paix est un combat.

Si la question est pourquoi une organisation de jeunes, alors qu'il existe des organisations pacifistes dont les objectifs recouvrent les nôtres, c'est très simple : la guerre atomique, chimique, bactériologique n'a pas le même goût que les guerres qui ont ravagé la planète. Notre génération est née avec la bombe atomique, cela change tout. Nous sommes la première génération contemporaine de cette effroyable réalité : les hommes ont aujourd'hui les moyens d'anéantir la planète entière. C'est pourquoi nous, les jeunes d'un pays qui possède la troisième puissance nucléaire du monde, devons exprimer notre volonté d'être aussi la génération du désarmement.

**Campus.** — Comment agir, que peuvent faire les jeunes et les étudiants ?

**Arielle Denis.** — Notre appel comporte trois objectifs :

- Zéro arme nucléaire d'ici à l'an 2000.
- L'arrêt des essais nucléaires français et dans le monde.
- Des moyens pour la vie pas pour la mort.

Nous proposons à tous les jeunes où qu'ils soient, quartiers, facs, lycées, de s'organiser en comités locaux que nous appelons « Rézoos Zéros » afin de susciter par tous les moyens (expos, débats, concerts, pétitions, manifestations, etc.) le débat sur le désarmement.

Nous lançons une campagne de 100 concerts pour le désarmement. Déjà en région parisienne, le 24, premier jour de la semaine en faveur du désarmement décrété par l'ONU, nous avons appelé les jeunes à se rassembler au métro Solferino pour :

— manifester notre joie de voir les deux grands signer un accord de démantèlement des armées nucléaires ;

— exprimer notre désapprobation totale face à la politique belléiste de surarmement engagée par la France, car il faut le rappeler, le budget militaire proposé augmente de 6,8 %.

● L'argent qui part dans la construction des nouvelles armes est directement un manque à gagner pour les universités.

● Ensuite, nombreux sont ceux qui se destinant à la recherche scientifique, n'ont aucune envie de se voir frapper du secret défense et obligés de travailler, comme c'est de plus en plus le cas, pour l'armement. Nous tenons à votre disposition des expos, des films, des intervenants et des artistes ainsi que des tracts, affiches, badges... Alors, pour banir définitivement la menace de l'apocalypse nucléaire, écrivez-nous !

Mouvement Zéro, 74, rue J.-J.-Rousseau, 75001 Paris.



Manifestation du mouvement zéro, le 24 octobre 87



- Se rassembler pour changer l'Université. Ça URGE
- Formation par formation dans les associations UNEF d'UFR
- Pour te défendre

## Renforce l'UNEF

### J'adhère

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Université : ..... UER : ..... Année : .....

Cotisation : 50 F

UNEF, 52, rue Edouard-Pailleron, 75019 Paris - Tél. : 42-45-84-84

## Monory veut étouffer l'UNEF

# REAGISSONS !

## SOUSCRIPTION NATIONALE pour le financement de l'UNEF

La subvention nationale de l'UNEF réduite de moitié cette année par le ministère.

Plus que jamais l'UNEF n'a d'autres ressources financières que celles des étudiants :

20 F      50 F      100 F      .... F

Chèques à l'ordre de UNEF : 52, rue Edouard-Pailleron, 75019 PARIS